



AFRIQUE/SOMALIE - Selon Caritas Somalie, « les plans de remplacement des réfugiés sont irréalistes »

Mogadiscio (Agence Fides) – « Les évacués à Mogadiscio vivent dans des conditions difficiles, sous la menace de l’extorsion et de l’expulsion » dénonce le dernier rapport en date de Caritas Somalie envoyé à l’Agence Fides. Le rapport, tout en reconnaissant une certaine amélioration des conditions de vie générales dans la capitale somalienne, affirme que la situation des évacués demeure précaire. « Les évacués à Mogadiscio doivent faire face à l’insécurité, qui se traduit notamment par des viols et d’autres formes de violence sexuelle » affirme le document. Selon le Bureau de coordination des Affaires humanitaires de l’ONU (OCHA), 369.000 évacués sont actuellement présents à Mogadiscio. De ce nombre, environ 270.000 pourraient être replacés dans trois camps situés dans la périphérie de la capitale, de manière à diminuer la surpopulation caractérisant le centre ville. « Ce projet suscite cependant des préoccupations » du fait des capacités inadéquates du gouvernement, de l’insécurité et du problème représenté par l’accès aux services au sein des nouvelles installations ». Enfin, certains évacués pourraient ne pas être disposés à se transférer dans les nouveaux camps.

La Somalie doit affronter le problème consistant à améliorer les conditions de vie de 1,2 millions d’évacués et de plus d’un million de réfugiés ayant trouvé asile dans les pays limitrophes (Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Djibouti et Yémen).

« Le gouvernement somalien n’est pas encore prêt à accueillir les quelques 600.000 réfugiés somaliens qui vivent principalement au Kenya et en Ethiopie. Et pourtant, les autorités somaliennes élaborent actuellement un plan ambitieux visant à créer des centres d’accueil de grandes dimensions sur le territoire somalien, à proximité de la frontière avec le Kenya » relève Caritas Somalie. « On espère déplacer des centaines de milliers de réfugiés dans les nouvelles structures d’ici la fin de l’année 2013 ». « Non seulement l’application de ce plan n’est pas réaliste mais elle pourrait également exposer les réfugiés sans défense à des dangers » conclut le rapport. (L.M.) (Agence Fides 26/03/2013)